

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



Étude sur les négociations syndicales dans la fonction publique québécoise

Rapport de sondage

Projet 13026-018

3 mars 2010

Méthodologie

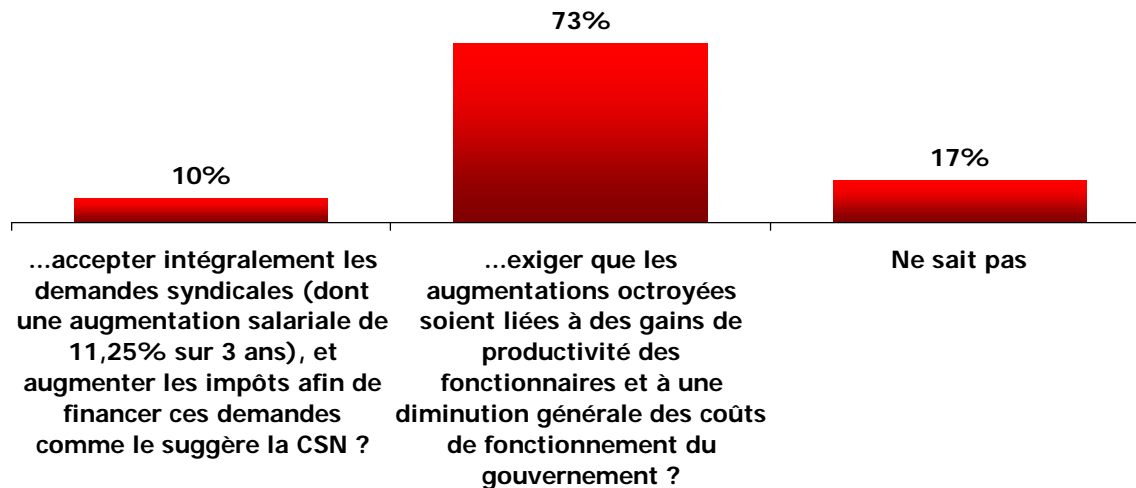
- Léger Marketing a été mandaté par le l'Institut économique de Montréal dans le but de réaliser une enquête auprès de la population québécoise afin d'évaluer :
 - Le soutien accordé à la position du gouvernement Charest et à celle des syndicats dans les négociations entre les syndicats des employés de la fonction publique et le gouvernement du Québec.
 - Le soutien envers la grande manifestation organisée par le Front commun syndical de la fonction publique et parapublique, prévue le 20 mars 2010.
 - L'opinion des Québécois à l'égard de la position que devrait adopter le gouvernement Charest en ce qui concerne la sécurité d'emploi des fonctionnaires.
- La présente étude a été réalisée par Internet, entre le 22 et le 24 février 2010, et ce, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 Québécois(es) âgé(e)s de 18 ans ou plus. Un échantillon probabiliste de cette taille comporterait une marge d'erreur de $\pm 3\%$, et ce 19 fois sur 20.
- À l'aide des statistiques du recensement de l'Institut de la statistique du Québec, les résultats ont été pondérés selon le sexe, l'âge, la région, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la présence d'enfant mineur dans le ménage afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population adulte de la province de Québec.

La grande majorité des Québécois soutiennent la position du gouvernement Charest dans les négociations avec les syndicats des employés de la fonction publique

- Sept personnes sur dix (73%) sont d'avis que, dans les négociations avec les syndicats des employés de la fonction publique, le gouvernement Charest devrait exiger que les augmentations octroyées soient liées à des gains de productivité des fonctionnaires et à une diminution générale des coûts de fonctionnement du gouvernement.
- Une personne sur dix (10%) est plutôt d'avis que le gouvernement Charest devrait accepter intégralement les demandes syndicales et augmenter les impôts afin de financer ces demandes comme le suggère la CSN. Finalement, 17% n'ont pas exprimé d'opinion sur cette question.

Q1. Dans ses négociations avec les syndicats des employés de la fonction publique, le gouvernement Charest devrait-il...

Base : n= 1 000



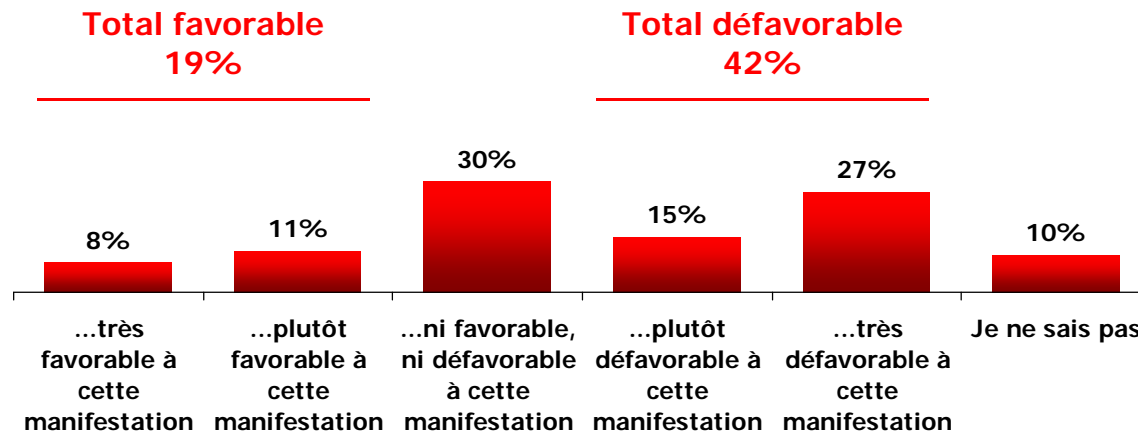
La grande manifestation prévue par le Front commun syndical de la fonction publique et parapublique ne recueille qu'un faible soutien de la population québécoise

- Au total, 42% des Québécois se disent défavorables envers la grande manifestation que le Front commun syndical de la fonction publique et parapublique prévoit organiser le 20 mars 2010, alors que deux Québécois sur dix (19%) y sont favorables. De plus, 30% ne se disent ni favorables ni défavorables, et 10% n'ont pas exprimé d'opinion sur cette question.
- Le soutien envers cette grande manifestation est significativement plus élevé chez les professionnels (27%), mais cette proportion demeure inférieure à celle des professionnels qui y sont défavorables (40%).

Q2. Le Front commun syndical de la fonction publique et parapublique prévoit organiser, le 20 mars prochain, une grande manifestation.

Personnellement, diriez-vous que vous êtes...

Base : n= 1 000



Une majorité des Québécois croit que le gouvernement Charest devrait maintenir la sécurité d'emploi des fonctionnaires, mais beaucoup croient que celle-ci devrait être limitée dans le temps

- Au total, près des deux tiers des Québécois (64%) pensent que le gouvernement Charest devrait maintenir la sécurité d'emploi des fonctionnaires. Toutefois, seulement 26% pensent que la sécurité d'emploi des fonctionnaires devrait être maintenue telle quelle, alors que 38% pensent qu'elle devrait être maintenue, mais limitée dans le temps.
- Un peu plus de deux Québécois sur dix (21%) pensent que la sécurité d'emploi des fonctionnaires devrait être abolie, alors que 15% n'ont pas d'opinion sur cette question.

Q3. En ce qui concerne la sécurité d'emploi des fonctionnaires, selon vous, le gouvernement Charest devrait-il...

Base : n= 1 000

